

**Tibet, pardon Xizang !, ou J.O. ?**

**Et maintenant ?**

*L'habituel défaut de l'homme est de ne pas prévoir l'orage par beau temps.*

Machiavel

### **Le Tibet des années 1990-2000**

Depuis les années 1987-88, le Dalai Lama a abandonné l'idée d'indépendance et a développé un plan pour l'avenir du Tibet, notamment lors de « l'appel de Strasbourg ». Il y expose ses souhaits : la création d'un grand Tibet (comprenant toutes les régions de culture tibétaine) vraiment autonome mais toujours en association avec la Chine, l'arrêt de l'immigration chinoise, le respect des droits fondamentaux des Tibétains, l'arrêt du dépôt au Tibet des déchets nucléaires, le respect de ses paysages et ressources naturels et, enfin, la création d'une zone de paix où Han chinois, Tibétains et autres nationalités puissent vivre en harmonie sur un pied d'égalité.

Effectivement, le chef du gouvernement tibétain en exil sait pertinemment que le Tibet s'est transformé depuis sa fuite en 1959 et qu'il faut absolument prendre en compte la population de colons chinois sur sol tibétain maintenant. Dans les années 1987-88, la population chinoise n'était pas aussi importante qu'aujourd'hui, mais elle était déjà en forte augmentation. De plus, la décision d'abandonner le principe d'indépendance totale choque nombre de Tibétains autant à l'intérieur qu'en exil. Pourtant le Dalai Lama sait que la donne n'est plus la même et que si l'autonomie totale est obtenue, ce sera au détriment, cette fois, des colons chinois – volontaires ou forcés – du Tibet. L'effet inverse, le départ des Chinois du Tibet, risque d'engendrer un grand nombre de souffrances car le spectre de la guerre civile, Tibétains contre Chinois, plane sur toute décision extrême. Il faut trouver, dès lors, un compromis. Le problème est que le ressentiment tibétain est grand et ne va qu'en s'accroissant d'année en année. Il ne fera que croître par la suite, principalement après les événements de 1989.

En tous les cas, le gouvernement chinois rejette en bloc ces nouvelles propositions ; il n'y a pas à transiger : pour lui, le Tibet a toujours appartenu à la Chine. Il ne peut donc être question d'autonomie, même partielle. Ironie de la politique : ne parle-t-on pas de Région Autonome du Tibet comme d'ailleurs de Région Autonome Ouïghour ou de Région Autonome de Mongolie Intérieure ?

Cependant, en 1989, un événement d'importance va faire évoluer la situation du point de vue de la reconnaissance internationale sur la question tibétaine : le Dalai Lama reçoit le prix Nobel de la Paix. L'Occident commence alors à bien connaître ce « simple moine » jovial en robe rouge qui se déplace dans le monde entier – exception faite de la Chine bien sûr ! –

sensibilisant les consciences partout où il passe sur la question des droits de l'homme en Chine. Des Occidentaux, de plus en plus nombreux, intéressés par le bouddhisme ou simplement par le message de paix véhiculé par le pontife tibétain et d'autres maîtres, relaient la cause tibétaine. Parmi eux, des personnalités célèbres, chanteurs, acteurs, universitaires, scientifiques, écrivains... Même les Tibétains du Tibet sont touchés par ces vagues de sympathie qu'ils reçoivent par contacts directs avec les touristes ou par des programmes de radio émis depuis les pays occidentaux en langue tibétaine. Les Tibétains de l'intérieur savent qu'ils ne sont pas seuls... À l'extérieur de la Chine, il n'y a aucun doute : le Dalai Lama représente le vrai Tibet, autant sous son aspect religieux que politique.

Au Tibet même, la nouvelle est bien entendu accueillie avec joie, mais les autorités ont jeté un voile opaque sur la région depuis les événements de mars et presque rien ne filtre. Ce que l'on sait néanmoins c'est que la répression est féroce et brutale. Beaucoup de Tibétains sont condamnés à des peines de prison très lourdes, contrairement à ce que le gouvernement a déclaré.

La loi martiale est finalement levée fin avril 1990. Pour le gouvernement chinois, l'attribution du prix Nobel et la reconnaissance internationale sont un véritable camouflet qu'ils ne peuvent accepter. Les attaques se multiplient contre « le Dalai et sa clique », selon une expression chère aux officiels chinois.

Selon la publication *Matériau pour propager l'esprit du 3<sup>e</sup> forum*, Presses du Peuple tibétain, du 1<sup>er</sup> octobre 1994, on peut lire : « *Comme le proverbe le dit, pour tuer un serpent, il faut d'abord lui couper la tête. Si nous ne le faisons pas, nous ne pourrions pas être victorieux dans la lutte contre le séparatisme [...]. La lutte entre nous et la clique du dalai-lama n'est pas une question de croyance religieuse ou d'autonomie ; il s'agit d'assurer l'unité de notre nation et de s'opposer aux activités séparatistes parmi nos nationalités [...]. Toute activité séparatiste doit être écrasée continuellement selon la loi. Nous devons accroître notre vigilance, et noter les quelques personnes qui ont un point de vue réactionnaire, qui lancent les contre-attaques vengeresses et attaquent nos cadres au niveau du terrain. Ils doivent être décimés et punis sévèrement.* »

Effectivement, la politique entreprise au Tibet est dorénavant claire à partir de cette date. Les efforts sont mis sur le développement et l'injection de capitaux pour développer l'économie et les diverses infrastructures routières, agricoles, industrielles, etc. L'exploitation des richesses du haut plateau – comme partout ailleurs en Chine – est très importante. La déforestation à outrance dans les régions du sud-est du Tibet (traditionnellement Kham et Kongpo) a amené les autorités à déclarer une interdiction partielle d'exploitation fin 1998 qui n'est malheureusement pas respectée et se poursuit avec l'aide de l'armée, notamment pour le transport du bois. Les chiffres sont extrêmement inquiétants du point de vue écologique : entre 13,57 millions d'hectares et 25,2 millions d'hectares de forêts auraient disparu en 40 ans occasionnant une augmentation considérable de l'érosion des sols entraînant des inondations en Chine continentale et dans toute l'Asie du Sud et du Sud-Est. C'est un double problème car on considère que le Tibet est également le « château d'eau » de l'Asie, source de tous les grands fleuves : Brahmapoutre, Sutlej, Indus, Salouen, Irrawady, Mékong, Huanghe (fleuve Jaune), Yangzi (fleuve Bleu).

L'inondation est une chose, mais la pollution de ces fleuves à leur source entraîne automatiquement une contamination dans les plaines arrosées par ces derniers, et on sait que le Tibet est devenu l'un des dépotoirs nucléaires de la Chine avec le désert du Takla-Makan. Autre attrait du Tibet – encore à l'heure actuelle peu exploité – le minerais : lithium (2<sup>nd</sup>e réserve mondiale), uranium, zinc, fer, borax, charbon, cuivre, chromate, or, mica. L'hydroélectricité est, elle, bien utilisée, et redirigée vers les plaines chinoises, fournissant plus de 57 % du potentiel de la Chine, soit 250 000 MW.

D'un point de vue social, Lhasa est dans le collimateur des autorités chinoises qui ne laissent plus rien au hasard, ou du moins essaient, depuis les incidents de 1989. Les caméras de surveillance et les micros fleurissent partout à Lhasa et dans les autres grandes villes tibétaines, la surveillance policière est extrêmement forte et de nombreuses ONG internationales dénoncent une répression régulière au niveau religieux et des injustices sociales flagrantes, principalement au niveau des opportunités de travail des Tibétains.

En 1995, un événement défraie la chronique : la reconnaissance par le Dalai Lama d'un petit enfant tibétain comme étant la réincarnation du 10<sup>e</sup> Panchen Lama, mort dans des circonstances mystérieuses le 28 janvier 1989 dans son monastère de Tashilhunpo, après avoir déclaré : « *le Tibet a subi une destruction par les Chinois beaucoup plus grande que le bénéfice dont ces derniers se vantent !* » (Tsering Shakya, 1999, p. 429). Guëndune Cheukyi Nyima, le 11<sup>e</sup> Panchen Lama, est « escamoté » par le Parti et placé en résidence surveillée, devenant ainsi le premier prisonnier politique le plus jeune du monde. Il est très vite transféré à Pékin et il n'y a plus de nouvelles de lui depuis des années. Ceci montre, parmi un grand nombre d'autres exemples, la volonté du pouvoir chinois de contrôler et de détourner les institutions tibétaines traditionnelles à leur profit, c'est-à-dire par cet encadrement obtenir l'obéissance de la population. Comme le dit Françoise Pommaret : « *la situation devient parfois absurde tant le gouvernement chinois veut tout contrôler. C'est ainsi que l'on voit un État communiste se donner le droit de reconnaître des lamas réincarnés* » (Pommaret, 2002, p. 124).

Dans ce nouveau système de fonctionnement, système transitoire encore maintenant au Tibet, on voit un gouvernement essayant – malgré le statut de région autonome au moins pour le Tibet central – de tout régenter, jusqu'aux moindres détails de la vie des Tibétains, comme des Han chinois d'ailleurs. Dernièrement, en 2008, une circulaire fait état du statut officiel des tulkous<sup>5</sup> au sein de la RPC. C'est-à-dire que, non seulement, le pouvoir chinois s'arrogeait déjà le droit d'entériner les décisions de reconnaissance de tulkous par des maîtres tibétains, mais, maintenant, ce sont eux qui reconnaissent directement les tulkous. Ce processus de reconnaissance était traditionnellement important pour la survie des lignées de l'enseignement bouddhiste sur le Toit du monde, même si cela impliquait souvent une dimension politique – et des dissensions – à cause de l'importance dans le tissu socio-économique des monastères et donc de l'institution des tulkous qui en étaient généralement les abbés. Les Tulkous, ou Rinpochés (littéralement : « Très Précieux »), sont des figures primordiales du monde tibétain traditionnel et ont un poids énorme en tant que conseillers du peuple dans toutes les

strates de la population. Pour le gouvernement, contrôler l'institution des tulkous revient à contrôler la population et à saper l'autorité religieuse des rinpochés.

Bien entendu, le processus traditionnel de reconnaissance des Tulkous, faisant appel à un certain nombre de pratiques méditatives de la part de ceux qui recherchent les réincarnations et de « tests » qu'ont à subir les « candidats », n'ont plus rien à voir avec la « nomination » ou l'« élection de l'urne d'or ».

Ceci montre en tous les cas deux choses : d'une part que la pratique religieuse au Tibet n'est pas respectée dans son intégralité, qu'elle est au contraire instrumentalisée, et que, après 58 ans sur sol tibétain, le gouvernement chinois ne comprend toujours pas cette relation symbiotique entre « clergé » séculier ou séculaire et population et que, d'autre part, la population n'accepte pas et n'acceptera jamais un rinpoché « choisi par les Chinois » suivant les critères énoncés. Là où les uns voient simplement des instruments de contrôle et de pression, les autres voient des garants de la culture, des traditions et de la religion du monde tibétain. Les deux points de vue sont inconciliables. Ceci est véritablement flagrant avec l'histoire – certains diraient la tragédie – du 11<sup>e</sup> Panchen Lama.

C'est ainsi que depuis le milieu des années 1990, la situation est en apparence stable dans les provinces tibétaines, mais en apparence seulement. Du fait de conditions de vie de plus en plus difficiles, de l'appauvrissement des traditions et de la culture et de brimades constamment répétées, un certain nombre de manifestations sont régulièrement et rapidement étouffées. La tension et le ressentiment des Tibétains envers les Chinois sont de plus en plus palpables.

### **Les événements depuis le 10 mars 2008**

Il n'y avait pas eu de troubles aussi sérieux dans le monde tibétain depuis 1989. Il semble d'ailleurs que les événements de 2008 soient bien plus graves. Des manifestations prennent place à Lhasa et dans d'autres coins du Tibet traditionnel à partir du 10 mars.

Tout commence ce jour là par le défilé dans les rues de Lhasa, la capitale de la RAT, de 300 à 400 moines – les chiffres divergent suivant les sources – du monastère de Drepung. Ces moines auraient manifesté pour demander la libération d'autres moines emprisonnés en 2007 lors des manifestations de joie consécutives à la remise de la médaille d'or du Congrès américain au 14<sup>e</sup> Dalai Lama. Les moines et des étudiants restent dans les rues de Lhasa, s'asseyant en face des barrages des forces de l'ordre. Certains manifestants sont arrêtés. Le lendemain, les cortèges se reforment, cette fois-ci pour les arrestations de la veille. Pour l'occasion, les moines de Sera, un des lieux traditionnels de la contestation, se mêlent à ceux de Drepung. Ils sont finalement dispersés par l'emploi de grenades lacrymogènes. Une déclaration officielle du gouvernement chinois fait part de manifestations « *illégalles et menaçant la stabilité sociale* ». D'autres manifestations éclatent, cette fois dans la partie orientale, dans la province du Qinghai. Le 12 mars, la tension augmente, attisée par des rumeurs de tentatives de suicide de deux moines tandis

que le lendemain, 13 mars, une centaine de Tibétains en exil en Inde marchant vers la frontière sino-tibétaine en signe de protestation ont été arrêtés par la police indienne. Néanmoins, le Dalai Lama avait demandé à ce que les marcheurs stoppent leur progression pour ne pas envenimer la situation.

C'est en fait le vendredi 14 mars que tout bascule à cause d'événements se déroulant le matin près du temple du Ramoché<sup>7</sup>. Il s'agirait du passage à tabac de deux moines selon la version tibétaine tandis que les officiels chinois mettent en avant le jet de pierres sur les forces de l'ordre. Quoiqu'il en soit, l'après-midi du 14, les émeutes éclatent. Une foule de plusieurs dizaines de personnes tout d'abord se déchaîne contre des magasins et des taxis tenus par des Han Chinois.

L'émeute se propage rapidement – et apparemment spontanément – dans les rues du centre de Lhasa.<sup>8</sup> Les Tibétains s'en prennent alors aux magasins n'étant pas signalés par une écharpe blanche, répandant les marchandises dans la rue et y mettant le feu, tandis que l'on entend les slogans : « Vive le Dalai Lama » et « Tibet libre ! ». Des Chinois ont été attaqués ou pris en chasse par certains émeutiers armés de couteaux ou de bâtons. Selon les sources officielles, treize personnes seraient décédées, victimes des émeutiers, dont certaines brûlées vives. Des incendies auraient été allumés un peu partout dans le centre de la ville. Les autorités ont tardé à réagir, craignant les conséquences au niveau politique et international.

Une déclaration officielle rapportée par l'agence de presse Xinhua (Chine Nouvelle), datée du 22 mars, fait état de 18 morts civils et d'un officier de police, de 241 membres des forces de l'ordre blessés dont 23 grièvement et de 382 civils blessés dont 58 grièvement pendant les émeutes du 14 mars. Par contre, contrairement aux déclarations de Radio Free Asia disant que les membres des forces de l'ordre « ont tiré sur les manifestants antichinois alors que ces derniers mettaient le feu à des voitures et envahissaient les rues », le gouvernement régional, par la voix de Xinhua, a insisté sur le fait que les policiers n'étaient pas armés. Selon Radio Free Asia, les émeutes ce jour-là à Lhasa auraient fait une centaine de morts. Toujours selon la même source citant le gouvernement local, les émeutiers auraient pillé 908 boutiques et auraient mis le feu à 84 véhicules, 120 résidences, 5 hôpitaux et 7 écoles faisant s'élever le bilan des pertes à plus de 244 millions de yuans, soit presque 35 millions de dollars américains.

À partir de ce moment-là, les forces de police, aidées de la PAP (Police armée populaire) et de l'armée, quadrillent les rues de Lhasa pour éviter tout nouveau débordement tandis que les troubles démarrent dans d'autres régions où les ethnies tibétaines sont présentes, notamment dans le Gansu (anciennement une partie de l'Amdo). En fait, dès le 14 mars, les troubles s'étendent hors de la ville de Lhasa.

Dès le 16 mars, le Dalai Lama fait part de sa vive inquiétude sur ce qu'il se passe dans le monde tibétain chinois et les manifestations de soutien en Inde ou en Occident se développent. Le gouvernement tibétain en exil se déclare « hautement préoccupé » par les nouvelles « émanant des trois régions du Tibet et faisant état de personnes tuées au hasard, de blessés et d'arrestations de milliers de Tibétains qui manifestaient pacifiquement contre la politique chinoise ». Le Dalai Lama ne souhaite pas, par contre, le boycottage des Jeux olympiques préconisé par certains.

Dès le 18 mars, le premier ministre chinois, Wen Jiabao, accuse « la clique du Dalai » d'avoir programmé et fomenté les troubles. Le Dalai Lama nie absolument toute responsabilité et déclare que ces démonstrations sont dues au « profond ressentiment » des Tibétains à l'égard de la politique du pouvoir chinois à leur encontre. L'Union européenne et la Maison Blanche s'inquiètent de la situation, cette dernière exhortant le gouvernement chinois à « respecter la culture tibétaine ».

À nouveau, le samedi 15 mars, des milliers de manifestants se rassemblent dans la région du monastère de Labrang dans le Gansu tandis que des chars et des véhicules militaires chinois pénètrent dans Lhasa, rapportent des témoins étrangers en visite. Le couvre-feu est déclaré dans le centre de la ville, les étrangers présents ramenés à la frontière et celle-ci bouclée. La délivrance des permis pour accéder à la RAT est suspendue jusqu'à nouvel ordre et les enclaves tibétaines du Sichuan et du Gansu sont fermées à leur tour. Il est clair, à ce moment-là, que la situation s'envenime. Le Dalai Lama exhorte alors les Tibétains à ne pas recourir à la violence et le gouvernement chinois à cesser d'utiliser la force et à préférer le dialogue. Les 15 et 16 mars, des manifestations éclatent à Xiahe, dans le Gansu, et à Ngawa, dans le Sichuan, tandis qu'elles continuent à Labrang. Un ultimatum est lancé par le gouvernement chinois : les émeutiers doivent se rendre avant le lundi 17 mars au soir. Le 19 au soir, 170 personnes se seraient rendues aux autorités.

À partir des 15 et 16 mars, des manifestations de centaines de personnes aux États-Unis, en Europe, au Népal, en Inde, etc. se sont déroulées. Le monde réagit et dénonce la répression entamée par Pékin dans les régions tibétaines. Ceci va déboucher sur les troubles le long du parcours de la flamme olympique principalement en Europe et aux États-Unis. Alors que les manifestants occidentaux déclarent que ces troubles sont la conséquence directe des traitements infligés aux Tibétains et à l'absence des Droits de l'Homme partout en Chine, ils sont vécus par le peuple chinois comme une véritable agression et le gouvernement crie à l'ingérence dans ses affaires intérieures.

« *La nation tibétaine fait face à un grave danger. Que la Chine le reconnaisse ou non, il y a un problème* » déclare le Dalai Lama tandis que le gouvernement tibétain en exil avance un premier bilan s'élevant à plusieurs centaines de morts au lundi 17 mars. Les appels à la communauté internationale se succèdent du côté des Tibétains de l'exil.

Du côté des officiels chinois, l'affaire est entendue : « *Actuellement, nous menons une lutte intense de sang et de feu contre la clique du Dalai, une lutte à mort* » déclare Zhang Qingli, secrétaire du Parti de la RAT, le 18 mars, tandis que Wen Jiabao affirme avoir « les preuves » que les émeutes ont été « fomentées et organisées par la clique du Dalai » dans le but de « saboter les Jeux Olympiques ».

De plus, dans un article du 7 avril, le Quotidien du Peuple rapporte que le Comité central du Parti Communiste Chinois (PCC) a « appelé les organes du Parti des régions concernées à renforcer le patriotisme et la conscience morale des membres du Parti et des officiels afin qu'ils restent fidèles lors des tentatives sécessionnistes ». L'inquiétude est palpable à ce niveau également. Malgré toutes les déclarations officielles qui tendent à minimiser l'impact des

événements, ceci montre que la crise actuelle est une crise majeure et qu'elle risque d'avoir des conséquences importantes.

Selon certaines sources, la Police armée du peuple, en plus de les ceinturer, aurait coupé l'eau, l'électricité, l'accès aux soins, l'approvisionnement en nourriture dans les monastères de Sera, Drepung et Ganden et dans tous ceux des autres régions tibétaines impliqués dans les manifestations. Un moine du temple de Ramoché à Lhasa serait décédé des suites des privations le 24 mars<sup>11</sup>. Dans d'autres coins, du moins hors des monastères concernés, le gouvernement chinois distribue de la nourriture et de l'argent pour dédommager certains monastères et familles tibétaines. Depuis la dernière semaine du mois d'avril, un nombre plus important de monastères a été ceinturé, de très nombreuses arrestations de moines ont eu lieu et les suicides de moines, par protestation ou désespoir, se multiplient. De plus, des monastères auraient été fermés et dégradés<sup>12</sup>.

Selon une déclaration du TCHRD (Tibetan Centre for Human Rights and Democracy/le Centre Tibétain pour les Droits de l'Homme et la Démocratie) du 5 avril, plus de 2300 Tibétains auraient été arrêtés dans toute les régions tibétaines touchées par les manifestations<sup>13</sup>. À cette date, le gouvernement tibétain en exil déclare plus de 140 personnes tuées. Toujours selon le TCHRD, certains moines auraient été torturés pendant leur incarcération, notamment un moine relâché après plusieurs jours présentant des signes de troubles neurologiques et des marques sur tout le corps<sup>14</sup>.

Le 18 avril, le Dalai Lama déclarait qu'il y avait eu des centaines de morts et des milliers d'autres personnes arrêtées. 11 jours plus tard, soit le 29 avril, selon l'agence de presse Chine Nouvelle (Xinhua), 30 personnes qui ont participé aux émeutes du 14 mars à Lhasa ont été condamnées à des peines de prison allant de 3 ans à la perpétuité. 6 moines font partie du groupe des inculpés. Selon Human Rights Watch, les procès se sont passés à huis clos à la Cour intermédiaire de la justice populaire de Lhasa<sup>15</sup>, contrairement à ce qu'avait annoncé le gouvernement.

Rapidement, le Parti « a lancé une campagne de rééducation politique de deux mois au Tibet pour venir à bout des vellétés d'émancipation et de la popularité du Dalai Lama ». Cette campagne, qui « s'appuie notamment sur des programmes de télévision et des séances de dénonciations collectives », a pour but d'« unifier la pensée, assurer la cohésion des dirigeants et des masses, accentuer la lutte contre le séparatisme et répondre aux complots séparatistes de la clique du Dalai »<sup>16</sup>. Depuis lors, les attaques se multiplient contre « le Dalai et sa clique » jugés responsables des troubles.

Par contre, du côté occidental, il n'y a presque pas de doute, comme le cite Matthieu Ricard, moine bouddhiste d'origine française et interprète du Dalai Lama dans les pays francophones, dans Le Monde.fr du 7 avril 2008 : « *Connaissant bien le Tibet, peuplé de paysans et de nomades, leur non-connaissance des langues étrangères et leur manque de communication avec le monde, il est clair que ces soulèvements ont été des manifestations spontanées,*

*d'exaspération devant l'oppression. Et qu'il n'a été besoin de personne pour l'organiser, pas même du dalaï-lama, et encore moins d'une quelconque puissance étrangère, qui n'a aucune présence et aucun moyen de pénétration dans ces régions reculées.— »*

Le Dalai Lama lui-même avait dit le 18 mars : *« Puisque le gouvernement chinois m'a accusé d'avoir orchestré ces manifestations au Tibet, j'appelle à une investigation minutieuse par un organisme respecté, qui doit inclure des représentants chinois, pour examiner ces allégations. Un tel organisme devrait visiter le Tibet, les secteurs tibétains traditionnels hors de la Région Autonome du Tibet et aussi l'administration centrale tibétaine ici en Inde. Pour que la communauté internationale, et surtout le plus d'un milliard de Chinois qui n'ont pas accès à une information non censurée, découvrent ce qui s'est vraiment passé au Tibet, ce serait extraordinairement utile<sup>17</sup> que des représentants de la presse internationale entreprennent aussi de telles investigations.— »*

Le 28 mars, il lance un appel au peuple chinois pour aider à résoudre les contentieux entre Chinois et Tibétains et à trouver une solution pacifique et durable pour le Tibet et, le 2 avril, un autre à destination des dirigeants mondiaux, des parlementaires, des ONG et des populations à réclamer *« un arrêt immédiat de l'actuelle répression »* et *« la libération de tous ceux qui ont été arrêtés ou interpellés »*.

Un mois plus tard, plus de 3000 exilés tibétains manifestent à Katmandou, la capitale du Népal, pour réclamer une enquête officielle des Nations Unies sur les événements du Tibet depuis le 10 mars 2008.

Finalement, le 25 avril, un semblant d'ouverture voit le jour : le gouvernement chinois accepte l'idée d'une entrevue entre une délégation du Dalai Lama et ses envoyés. Il appelle d'ailleurs, le 29 avril, le Dalai Lama « à saisir l'opportunité du dialogue » et à pouvoir mettre ainsi fin aux violences avant les J.O. Le Dalai Lama de son côté attend la lettre d'invitation au dialogue de Pékin.

Pour beaucoup, bien entendu, cette « ouverture » est une façon de désamorcer la crise internationalement. Les J.O. sont à moins de 100 jours à ce moment là. Comme le dit Brian Bridges, professeur de Sciences Politiques à l'université Lingnan de Hong Kong, *« c'est peut-être soit juste une rencontre pour tâter le terrain (...), soit du théâtre politique pour réduire la pression internationale. Ceci montre en tout cas<sup>18</sup> que le gouvernement chinois est plus sensible à l'opinion internationale que ce qu'on pensait »—*.

Il est évident que dans les circonstances actuelles l'opinion internationale a un poids plus important qu'auparavant en Chine, J.O. obligent.

Le Dalai Lama lui-même, s'il a salué l'offre de reprise de dialogue souligne, par la voix de son porte-parole Tenzin Taklha, le fait qu'il faut mettre en place une rencontre sincère : *« Nous avons déjà participé à 6 rounds de discussion et rien n'en est sorti et, si cette fois-ci, la Chine est sérieuse, alors c'est positif, mais si<sup>19</sup> elle veut juste montrer au monde que nous discutons, alors cette rencontre est inutile »—*.

Pendant ce temps, les rapports de différentes ONG recevant des informations directes des régions tibétaines font état de la dégradation accélérée des conditions de vie des Tibétains. Après la première campagne de « rééducation patriotique » lancée au mois de mars visant les moines, une seconde vient d'être lancée fin avril pour deux mois également, mais cette fois centrée sur les laïcs et dont l'axe principal est de « *s'opposer au séparatisme, sauvegarder la stabilité et promouvoir le développement* ». On demande donc aux Tibétains, une nouvelle fois, de rejeter le Dalai Lama et de « *renforcer la lutte anti-séparatiste et contrecarrer les projets de la clique du Dalai de séparation du pays* »<sup>27</sup>. Vu de l'extérieur, cela rappelle étrangement les années 1966-1976, années de la Révolution culturelle. En fait, le problème qui se pose à l'heure actuelle est qu'aucune information ne peut être véritablement vérifiée étant donné que tout est bouclé et que rien ne filtre de façon officielle.

La rencontre des envoyés tibétains et chinois a lieu finalement le 3 mai 2008, mais ne débouche sur rien de précis, aucune avancée significative. Pourtant, le dialogue continue et une autre entrevue doit prendre place bientôt. Les craintes des Tibétains sur le fait que le gouvernement chinois essaie de gagner du temps seraient-elles fondées ? Tout semble l'indiquer et la communauté internationale salue pourtant l'avancée du dialogue...

## Suite de la Bibliographie

- Tsering Shakya, *The Dragons in the Land of Snows, A History of Modern Tibet since 1947*, London, Pimlico, 1999.

1 Cf. « Tibet, pardon Xizang !, ou J.O. ? Retour sur une histoire mouvementée », pp. 9-10.

2 Il est d'ailleurs à remarquer qu'aucune des cinq Régions Autonomes de Chine n'est une région d'origine han majoritaire. Elles le deviennent par contre par l'envoi massif de colons **chinois** à tel point que les Mongols sont maintenant largement minoritaires en Région Autonome de Mongolie Intérieure et que les Tibétains sont en passe de l'être, si ce n'est déjà fait. Les Régions Autonomes ont un statut normalement équivalent à celui des provinces et possèdent, au moins sur le papier, une autonomie plus large. De même, les libertés culturelles des « minorités ethniques » doivent être respectées, la protection civile et l'économie doivent être gérées par le gouvernement local et être ainsi décentralisées de l'autorité chinoise. Robert Barnett déclare à ce propos : « Sur le papier, cela constitue des concessions réellement généreuses mais, même en Chine, peu de personnes les considèrent comme d'une grande signification pratique. En fait, les provinces chinoises ordinaires ont aussi leurs propres gouvernement et assemblée, font passer leurs propres lois locales et, à cause de leur plus grande puissance économique et politique, ont aussi plus d'autonomie politique qu'aucune des prétendues « régions autonomes ». Pas une de ces régions autonomes n'est autorisée par la loi à édicter des règlements qui s'opposeraient à la politique centrale et, en pratique, les assemblées locales et les administrations de chaque région tibétaine ne font qu'approuver sans discussion les décisions prises ailleurs » (Buffettrille, Blondeau, 2002, pp. 139-140).

3 Sur la question des prisonniers et de leur nombre au Tibet, la polémique, là aussi, fait rage. Une déclaration officielle de 1988 disait : « La RAT n'a qu'une prison et deux brigades de rééducation. Les prisonniers sont plus de 900, ils ont tous été reconnus coupables de délits pénaux. Tous ceux qui étaient impliqués dans la rébellion de 1959 ont été libérés depuis longtemps ». Un certain nombre d'ONG internationales parlent de centaines de prisons où sont enfermés des milliers de prisonniers politiques en plus des prisonniers de droits communs. Robert Barnett, spécialiste de la politique au Tibet, met en garde : « tous les lieux où sont détenues des personnes qui n'ont pas eu de procès, ne sont pas reconnus comme prisons par le gouvernement chinois. Ces « non-prisons » comprennent les camps de rééducation par le travail, les centres de détention, les centres d'hébergement et d'enquêtes et les centres de détention pour adolescents, sans compter les postes de police, les prisons de la police armée populaire et les prisons militaires ». Ils rajoutent : « Le nombre total de prisonniers (...) n'est pas connu (...). Des sources indépendantes ont fourni les noms d'au moins 700 prisonniers politiques en captivité au Tibet en 1995, et des estimations plus récentes donnent des chiffres variant entre 500 et 1000 (...) » (Buffettrille, Blondeau, 2002, pp. 141-142).

4 Publication faisant suite au « 3<sup>e</sup> Forum national sur le travail au Tibet » de 1994.

5 *sPrul sku*, littéralement « corps d'émanation ». Enfants reconnus comme des réincarnations de maîtres spirituels du passé.

6 Système de reconnaissance des Tulkus tibétains imposés par les Mandchous lors de leur domination sur le Tibet. Des papiers sur lesquels sont inscrits les noms des candidats sont déposés dans une urne d'or et le tulku est celui qui est tiré au sort. Bien entendu, ce système était régulièrement l'objet de fraudes officielles : parfois, on mettait le même nom sur tous les papiers ; les candidats étaient régulièrement choisis dans les sphères du pouvoir, etc. Ce processus, complètement étranger au monde tibétain, avait été remis au goût du jour par le Parti. Aujourd'hui, avec la solution de la nomination, on ne sauve même plus les apparences.

7 Le Ramoché est le second temple le plus important de Lhasa après celui du Jokhang.

8 Katag, écharpe cérémonielle traditionnelle du monde tibétain servant lors des salutations, notamment lors d'un départ ou d'un retour de voyage, lorsque deux religieux se rencontrent, etc.

9 *Le Monde.fr* du 15 mars 2008.

10 Déclaration consultable sur le site de l'ambassade de la République populaire de Chine à cette adresse :

<http://fr.chineseembassy.org/fra/jrzg/zzsh/t421685.htm>

- 11 Selon le site *Phayul.com* : <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=20055&article=Ramoche+monk+dies+from+starvation+as+tight+restrictions+continue+in+Monasteries&t=1&c=1>
- 12 <http://www.tibet-info.net/www/Poursuite-de-la-repression-et.html>
- 13 Accessible à la page : <http://tchrd.org/press/2008/pr20080405b.html>
- 14 Accessible à la page : <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=20462>
- 15 Accessible à la page : <http://www.phayul.com/news/article.aspx?id=20998&article=Tibetan+Protesters+Denied+Fair+Trial>
- 16 Le Quotidien du Peuple et Le Monde du 21 avril.
- 17 Accessible sur le site internet du Monde à la page : <http://www.lemonde.fr/web/chat/0,46-0@2-3216,55-1031984@51-1020806@45-2,0.html>.
- 18 Site officiel du Dalai Lama, en anglais : <http://www.dalailama.com/news.218.htm>
- 19 AFP, 25 avril 2008.
- 20 <http://www.tibet-info.net/www/Le-Dalai-Lama-appelle-a-des.html>
- 21 Tibet Daily, 21 avril.